



En 2026, lutte syndicale et résistance !

L'AEFE n'aurait pu finir l'année 2025 plus mal puisque son Conseil d'administration du 18 décembre a acté (même si le vote était très tranché !) le fait de transférer des charges supplémentaires aux établissements. Pour les détails voir notre compte rendu intitulé « [le CA de la honte !](#) » Le transfert aux établissements d'une partie du coût de la part patronale de la pension civile des détaché.es aura pour conséquences l'augmentation des frais de scolarité, les menaces sur les postes ou le déconventionnement ! Ce transfert concerne aussi les expatrié.es et une ligne rouge est franchie car ils et elles ne seront plus à la charge exclusive de l'opérateur public.

On nous vend cela aujourd'hui comme la seule solution et la première étape vers une « réforme » plus en profondeur, dont on peut craindre le pire. Au-delà des difficultés budgétaires conjoncturelles dues notamment au sous-financement par l'État d'un de ses fleurons en termes de diplomatie d'influence, c'est un changement net et assumé pour le bon fonctionnement de cet opérateur public.

Le SNES et les syndicats de la FSU ont dit et redit leur opposition à ce dérapage incontrôlé. Il va maintenant falloir continuer à porter haut et fort les revendications des personnels, batailler à tous les niveaux pour résister et redorer le blason de l'AEFE. La crise oblige également l'Agence, elle implique un changement de paradigme attendu en termes de dialogue social, mais aussi un recentrage du projet : « CAP 2030 » doit être officiellement enterré, avec la gabegie que ce funeste plan a engendré. Le retour aux fondamentaux s'impose et nous y veillerons !

Autant de défis à relever en cette nouvelle année pour notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale : LA bonne résolution est de [se syndiquer au SNES-FSU](#) et de lutter à nos côtés **en portant haut et fort les revendications de tous les personnels pour le service public d'enseignement français à l'étranger**